

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 83 - 24 mars 1980 PRIX : 1 F



MALI
contre la dictature
la jeunesse
montre la voie

DANS CE NUMERO :
Tchad
Sahara
ZIMBABWE
Madagascar...

sommaire

Page 2 : MALI...

Page 3 : SENEGAL : grève victorieuse chez les cheminots

Page 4 : TCHAD : des affrontements qui n'ont rien à voir avec les intérêts de la population

Page 5 : SAHARA : les difficultés du régime chérifien face à la guerre

Page 6 : ZIMBABWE : pour que le changement ne soit pas uniquement de façade

Page 7 : FRANCE : les étudiants se mobilisent contre la loi Bonnet

Page 8 : TOLBERT veut bien des opposants mais...

Page 8 : L'autodétermination selon Giscard

Page 9 : MADAGASCAR : l'Etat n'a pas de riz mais il a de l'alcool.

* * *

éditorial

CONTRE LA DICTATURE LA JEUNESSE MONTRE LA VOIE

A l'heure où nous écrivons, c'est une répression féroce qui frappe les étudiants et les élèves du Mali. Le jeudi 20 mars encore, des affrontements violents opposaient les scolaires maliens aux soldats de Moussa Traoré dans les rues de Bamako.

Depuis le 16 novembre 1979, une grève scolaire paralyse les établissements d'enseignement du Mali. Commencée pour exiger le paiement des bourses, la suppression des examens de passage dans les écoles supérieures, la grève s'est transformée en un vaste mouvement de contestation du régime militaire.

Le gouvernement, pour tenter de briser le mouvement, a essayé d'intégrer l'UNEEM (Union Nationale des Etudiants et Elèves du Mali) dans un unique mouvement de jeunes, mouvement qui, en quelque sorte, serait un appendice du parti unique UDM. Devant le refus des étudiants de se laisser faire, l'UNEEM est dissoute par le gouvernement le 14 janvier 1980.

Cette mesure a entraîné le durcissement du mouvement étudiant. Les affrontements de plus en plus violents se multiplient entre l'armée et les scolaires. Les mesures d'intimidation, les arrestations et les assassinats se succèdent.

Le 6 mars, lors d'une conférence sur "la lutte de classes", le président de l'UNEEM, Abdoul Karim Camara, est arrêté. Torturé (2 jambes et 2 bras cassés, cage thoracique défonctionnée), il est assassiné au courant de la semaine du 17 au 23 mars après avoir été obligé de faire une déclaration à la radio dimanche 16 et lundi 17 mars pour se désolidariser de la grève.

Un professeur du lycée de Badalabougou meurt lui aussi dans des conditions atroces. La responsable UNEEM des filles, arrêtée, torturée, succombe à ses blessures. Le 8 mars au cours d'un bal d'étudiants, l'armée fait irruption dans la salle, saccage tout et matraque les étudiants. Des filles auraient été violées et l'une d'elles en serait morte.

Pour détourner l'attention des populations de l'agitation et de la répression qui frappe les étudiants, le sinistre galonné de Bamako invoque la crise qui, selon lui, "favorise les ennemis du régime" qui peuvent profiter du mécontentement général pour "provoquer l'agitation sociale".

Mais il le sait bien que les populations du Mali supportent de moins en moins son régime de corrompus, de voleurs et d'exploiteurs. La preuve en est qu'à la manifestation de soutien à son régime qu'il a organisée samedi 22 mars à Bamako, une poignée de personnes seulement était présente, malgré le fait que la journée ait été chômée et payée pour ceux qui manifestaient en sa faveur.

Après 12 ans de dictature féroce, Moussa Traoré est tombé sur un os. Son régime est confronté à un mouvement qui, par son courage, lui oppose une résistance farouche. Par leur lutte, par la vigueur de leur mouvement, les étudiants sont peut-être en train de creuser la tombe de son régime.

abonnements

FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F
pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier
BP 145
75 023 Paris Cedex

En spécifiant : "pour le PAT".

En tout cas, le fait que, malgré la violence de la répression, Traoré ne parvienne pas à bout des étudiants, montre sa faiblesse. Et si ce n'était pas seulement les étudiants, mais des milliers et des milliers de travailleurs et de paysans pauvres qui étaient dans les rues, son régime aurait très peu de temps à vivre.

En engageant la lutte, les étudiants montrent la voie à tous ceux ^{qui} subissent la dictature dans nos pays.

* * * * *

SENEGAL grève victorieuse chez les cheminots

Pendant 4 jours le chemin de fer a été bloqué par une grève des conducteurs et des mécaniciens contre le jugement du tribunal qui a condamné un des leurs.

Le 19 janvier dernier, à la gare de Tambacounda, Mamadou Diarra a été victime d'un accident mortel. Il s'est trouvé coincé entre deux wagons alors que le conducteur manoeuvrait la locomotive pour la placer en tête de rame.

Le 27 février, convoqué au tribunal, le conducteur a été accusé d'être responsable de l'accident et emprisonné.

Les accidents dramatiques surviennent souvent sur le réseau de chemin de fer. Et chaque fois, la régie dégage sa responsabilité sur les travailleurs.

Lors de la dernière collision entre deux trains, ce sont encore les conducteurs qui ont été rendus responsables.

Les accidents sont dûs d'abord à la vétusté du matériel, aux mauvaises conditions de travail et au peu de cas que les patrons font de la sécurité.

Eh bien cette fois-ci les cheminots ont tenu à le dire bien haut. Pour soutenir leur camarade emprisonné, les conducteurs et mécaniciens de Tambacounda se sont mis en grève, suivis par les cheminots de tout le réseau.

De suite, le conducteur a été libéré et il a repris son travail.

TCHAD des affrontements qui n'ont rien à voir avec les intérêts de la population

Un nouveau conflit déclenché le 22 mars, oppose dans la capitale tchadienne, les Forces Armées du Nord (FAN) de Hissen Habré, ministre de la défense, aux Forces Armées Populaires (FAP) de Goukouni Oueddeye, président du Gouvernement d'Union Nationale de Transition (GUNT).

Ce nouveau conflit semble dépasser de loin les heurts habituels entre tendances rivales de N'Djaména, car il aurait fait déjà plusieurs centaines de morts. Un fait nouveau risque d'aggraver la tension. Il s'agit de l'intervention des FAT du colonel Kamougué et les FAC composés des combattants de Acyl et de Abba Saïd, aux côtés de Goukouni.

Au moment où nous écrivons, les combats continuent à N'Djaména. Mais ce qui vient de se produire ne surprend personne. Le pouvoir d'Etat est partagé au moins entre trois tendances principales : les FAN, les FAP et les FAT, toutes signataires des accords de Lagos, ayant abouti au GUNT. Tous acceptent de préserver l'unité du pays. Mais le problème d'une seule armée intégrée continue à les diviser. Chaque fraction voudrait que cette armée se fasse à son avantage et donc autour de sa propre armée.

En attendant, chaque fraction renforce son camp, et la situation ne se stabilisera qu'au travers d'une épreuve de force où l'une ou l'autre de ces tendances l'emportera en éliminant ses rivales. Sinon, il y aura inévitablement des conflits. Car chaque protagoniste s'efforcera de provoquer l'épreuve de force lorsqu'il jugera la situation favorable.

Peut-être est-ce à cela que nous assistons en ce moment. Mais il se peut qu'il s'agisse de quelque chose de plus. Car malgré sa prétention de neutralité, l'impérialisme français a déjà choisi son cheval. Et on ne peut pas affirmer que c'est un choix définitif. L'impérialisme français a déjà montré qu'il peut changer de protégé en cours de route, mais pour le moment il semble que ses faveurs aillent à Hissen Habré. Cela peut changer le rapport des forces.

Les affrontements nécessitent des moyens matériels et financiers importants. Et contrairement à Goukouni par exemple, qui a vu ces derniers temps une partie de ses propres troupes désertier les FAP pour rejoindre les FAN, Habré dispose de ces moyens. S'il ne l'emporte pas encore nettement sur le terrain, c'est que l'impérialisme, tout en misant sur lui, n'abandonne pas pour autant les autres fractions. Il ne veut sans doute pas cautionner trop ouvertement Habré, pour ne pas risquer de le déconsidérer, et surtout il ne veut pas que Habré acquiert une trop grande marge d'indépendance par rapport à Paris.

c'est

Si/Habré qui a pris l'initiative des affrontements comme le disent les journaux, cela peut justement être le signe qu'il a joué de lui même sa propre carte, pour vendre un peu plus cher son allégeance à Giscard.

Ce qui intéresse les chefs des différentes tendances, c'est d'arriver au pouvoir. Pour cela il sont prêt à s'allier avec le diable. Goukouni, Kamougué, Abba, qui étaient irréconciliables auparavant, se sont naturellement retrouvés ensemble dès qu'il se sont aperçus que c'est Habré -et non pas eux- qui a les faveurs de Giscard, et que le pouvoir risque de leur échapper définitivement des mains.

Pendant ce temps, les populations payent cher cette guerre et en porteront longtemps les séquelles. Pour le présent, ces affrontements ne font qu'alourdir les pertes en vie humaine. Ils ne font qu'aggraver la souffrance des populations qui ont déjà du mal à se nourrir et à se loger. Pour l'avenir, ces batailles ne font que creuser davantage les divisions ethniques et régionales. Les populations tchadiennes paient cher ces affrontements où de toutes façons, quelque soit le vainqueur, elles n'ont rien à gagner.



LES DIFFICULTES DU REGIME CHERIFIEN

FACE A LA GUERRE

Les violents affrontements qui ont eu lieu tout dernièrement au Sud du Maroc, entre l'armée de Hassan II et le Polisario, et qui se sont soldés par un important revers pour le Maroc, semblent montrer que la guerre ne fait que s'intensifier et que le régime marocain est loin de dominer la situation face aux nationalistes saharais.

Quelques jours auparavant, Hassan II, lors d'une interview à "France-Inter", a prononcé pour la première fois le mot de "négociation". Bien entendu, il a tout de suite ajouté que le Sahara Occidental restera marocain. Ce qui signifie qu'il n'accepte de négocier qu'à condition ... que ses propres positions soient par avance acceptées.

Mais le fait même qu'il ait parlé de négociation est significatif de la situation créée à son régime par les attaques permanentes du Polisario.

En effet, depuis le retrait de la Mauritanie (août 1979) du conflit, le régime de Hassan II se retrouve tout seul face au Polisario dont les attaques se sont concentrées contre les positions marocaines. Malgré la taille incomparablement plus grande de l'armée marocaine, non seulement le Polisario tient tête, mais il fait subir des défaites à cette armée jusque dans son propre territoire, prouvant par là qu'il est prêt à accentuer le combat jusqu'à la reconnaissance du droit des saharais par Hassan II.

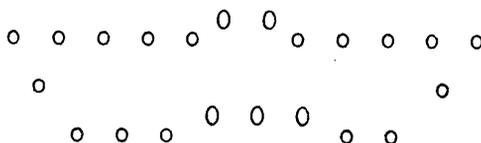
Cette guerre qui dure depuis près de 4 ans commence à avoir des répercussions de plus en plus graves au sein du régime marocain. Elle coûte cher en hommes et en argent.

Si les partis d'opposition à Hassan II n'ont jamais cessé de le soutenir, il n'en est pas de même pour les larges couches de la population qui sont les premières à être les victimes de cette sale guerre. C'est cette population laborieuse qui paye les frais. Elle les paye doublement car ceux qui meurent en guerre sont ses fils ; et l'argent gaspillé ainsi vient directement de ses poches. Selon les experts, cette guerre coûte plus d'un million de dollars, soit environ 200 millions de CFA par jour au régime marocain. Le niveau de vie déjà très bas de la population ne cesse de baisser, rongé par une inflation croissante.

Le mécontentement se traduit par des grèves dans des secteurs variés, allant des usines de Casablanca, Fez et Rabat, aux étudiants et aux enseignants.

Dans l'armée le mécontentement ne s'est pas encore ouvertement montré, mais manifestement, les soldats ne sont pas motivés dans cette guerre où ils n'ont rien à gagner.

Hassan II a beau avoir le soutien de l'impérialisme, si les soldats ne veulent pas aller se faire tuer et si le peuple saharai reste déterminé, alors il ne pourra pas assouvir son ambition de dominer un peuple qui veut être indépendant.



ZIMBABWE

POUR QUE LE CHANGEMENT NE SOIT PAS UNIQUEMENT DE FAÇADE...

Robert Mugabé, vainqueur des élections, avec 57 sièges sur 80, a donc formé son gouvernement. Le pays devenu Zimbabwe, se prépare à fêter l'indépendance officielle qui est prévue pour le 18 avril prochain.

Déjà, beaucoup d'africains pensent que c'est une nouvelle page de leur histoire qui commence pour les opprimés de ce pays, car enfin un gouvernement issu d'élections populaires, des ministres noirs venant, pour la plupart, des maquis, vont prendre en main la direction des affaires.

En fait de changements il y en a certes. Mais ce n'est pas parce que des noirs sont enfin au pouvoir, que les opprimés du Zimbabwe vont voir résolus leurs problèmes parmi les plus immédiats.

Mugabé a certes prévu dans ses objectifs futurs la réorganisation de l'administration, dont tous les postes importants sont aux mains de la minorité blanche. Il se dit prêt à restructurer son armée jusque là puissamment armée et formée pour la sauvegarde des privilèges blancs.

Mais même pour ce genre de mesure le gouvernement sera confronté à d'énormes difficultés. Prenons le cas de l'armée par exemple : Mugabé se propose d'incorporer simplement les guerilleros dans l'ancienne armée rhodésienne ; mais si cela se fait, le problème du commandement se posera immédiatement.

Il faudra alors à Mugabé, soit convaincre les noirs d'accepter d'obéir aux ordres d'officiers blancs qui, hier encore bombardaient les camps de réfugiés et ordonnaient le massacre de noirs. Et ce serait alors une manière de laisser la population désarmée face à une éventuelle réaction de la minorité blanche. Ou alors il demanderait aux officiers blancs d'accepter de remettre le commandement à des noirs. Et il n'est pas sûr que les blancs acceptent cette situation, car ce serait pour eux, abandonner un de leurs principaux moyens de pression.

Pour le moment rien n'est décidé. Mais au problème crucial pour la population, à savoir le problème des terres, que propose Mugabé ? Tout simplement ceci : "(...) faire en sorte que la terre utilisée pour la réinstallation et le programme agraire soit prise dans les catégories suivantes du secteur privé : terre inutilisée ou abandonnée, terre sous-exploitée, terre appartenant à des propriétaires absents". Quoi de plus clair quant à l'avenir réservé aux populations noires.

A cette population mobilisée, et qui attend que les promesses faites pendant la lutte soient tenues, Mugabé demande de rester chez elle, de ne pas bouger. A l'égard des privilégiés blancs, il multiplie les paroles d'apaisement, les gestes rassurants. "Mon gouvernement appliquera les changements de manière réaliste" affirme-t-il, excluant d'avance toute nationalisation, toute saisie des terres. Quand on sait que plus de la moitié des terres est aux mains d'une poignée de fermiers blancs, on comprend ce que cela signifie.

D'ailleurs c'est au chef de l'union de ces fermiers, Dennis Norman, que Mugabé a confié le poste de ministre de l'agriculture. Tout comme il a confié à un ancien ministre de Ian Smith le poste de ministre de l'industrie et du commerce.

Ce n'est pas un hasard si les dirigeants politiques anglais, américains, voire sud-africains qui, il y a quelques semaines encore n'étaient guère enchantés à l'idée de l'accession au pouvoir de Mugabé qualifié de "marxiste dangereux", lui adressent aujourd'hui leurs félicitations, et voient en lui un politicien responsable. Car tout dans ses dé-

clarations, dans ses faits et gestes montre qu'il est de leur côté.

Grâce à la lutte de son peuple, Mugabé est aujourd'hui au pouvoir. Mais il se méfie de son peuple. Alors il préfère s'allier avec ses ennemis d'hier, avec ceux-là mêmes qui le considéraient comme un dangereux bandit.

Que Mugabé continue dans le sens de sa politique modérée actuelle, ou que, poussé par la contestation de la population noire il durcisse sa politique vis-à-vis des blancs, les travailleurs ont intérêt à battre le fer tant qu'il est chaud, c'est à dire profiter de la situation actuelle pour mettre en avant leurs propres revendications, même les revendications habituelles de meilleure condition de vie.

En tous les cas, quelques semaines seulement après la mise en place du nouveau gouvernement, le ministre du travail a déjà avalisé le licenciement d'employés pour fait de grève.

Car si le nouveau gouvernement représente d'une certaine façon les aspirations raciales du peuple du Zimbabwe, il ne représente aucunement les aspirations sociales des exploités. Même pour éviter simplement que le régime ségrégationniste ne ressurgisse sous une forme déguisée, il faudra que la population noire reste mobilisée. Qu'elle ne laisse pas aux seuls généraux et officiers de l'ancien régime, la force militaire.

Quant à la libération sur le plan social, cela demande une autre lutte. Les exploités auront en face d'eux, Mugabé aussi bien que Smith. Ils représentent deux variantes de politique bourgeoise ; mais même s'il leur est arrivé de se combattre l'un l'autre, ils sont l'un et l'autre fondamentalement hostiles aux classes travailleuses.

FRANCE : LES ETUDIANTS SE MOBILISENT CONTRE LA LOI BONNET

Les décisions du gouvernement français concernant les conditions d'inscription et de séjour des étudiants étrangers en France ont provoqué des mécontentements et des manifestations chez les étudiants. Plusieurs manifestations et grèves se sont déjà déroulées à Paris, à Rennes, à Marseille etc...pour dénoncer ces décisions inacceptables.

Selon les nouveaux decrets, pour qu'un étudiant puisse s'inscrire, il faut entre autre : - Qu'il soit boursier ou qu'il possède dès le début de l'année, une somme de un million de centimes en banque, soit disant pour assurer sa scolarité.
- Qu'il ait l'accord écrit de l'ambassade de son pays. C'est à dire en clair, que pour des motifs politiques, tout étudiant peut être considéré comme indésirable en France.

D'autre part, le gouvernement français veut instituer un système de quota qui aura comme objectif de limiter le nombre des étudiants étrangers inscrits dans chaque faculté. C'est à dire que dorénavant ils n'auront plus le choix de s'inscrire là où ils voudront.

Le gouvernement de Giscard a commencé par les travailleurs immigrés. Il veut s'attaquer maintenant aux étudiants. Les raisons ne sont peut-être pas les mêmes, mais les travailleurs immigrés ne peuvent qu'être solidaires de ces étudiants, dont plusieurs sont menacés d'expulsion.

TOLBERT Veut Bien Des Opposants . . .

Mais Pour Remplir Ses Prisons

Le Progressive People's Parti, parti d'opposition légale libérien, avait organisé, le 4 mars à Monrovia, une "marche pacifique" sur la présidence pour demander une entrevue avec le président William Tolbert.

Tolbert, qui se trouvait à ce moment en province, n'a pas toléré qu'une organisation d'opposition, aussi légale soit-elle, puisse mettre en cause son autorité. Il a envoyé l'armée et la police qui ont arrêté une quarantaine de membres influents du PPP dont son président Baccus Matthews. Le 14 mars, c'est 80 autres membres de ce parti qui ont subi le même sort.

Mais les arrestations massives n'ont pas mis fin à la contestation qui a éclaté dans d'autres villes du pays. C'est ainsi qu'à Greenville, situé à 250 Km de Monrovia, une manifestation pour la libération des emprisonnés a été organisée.

A Monrovia même, environ 600 partisans du parti de Matthews ont attaqué à la grenade lacrymogène un poste de police et libéré plusieurs détenus qui s'y trouvaient.

Dans tout le pays une grève générale a été déclenchée à l'initiative du PPP pour protester contre les arrestations. La plupart des travailleurs ont suivi le mot d'ordre de grève, et cela en dépit des menaces du pouvoir de licencier tout gréviste.

Pour le moment on ne sait pas encore comment va évoluer la situation. Mais une chose est certaine : nos dictateurs africains peuvent fort bien jouer aux démocrates, voire reconnaître certains partis d'opposition. Seulement quand ces partis veulent jouir de cette liberté restreinte, s'ils veulent aller plus loin dans leurs revendications, nos gouvernants n'hésitent pas à montrer le vrai visage de leur régime.

0 0 0 0 0 0

L'autodétermination selon Giscard

Au cours de sa dernière tournée au Moyen-Orient, Giscard d'Estaing a déclaré qu'il reconnaissait le droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

Toute la presse bourgeoise a présenté cela comme une déclaration historique, et beaucoup de bruit a été fait à ce sujet.

L'autodétermination, Giscard est bien sûr pour, tant que c'est au Moyen-Orient c'est - à - dire là où il ne peut pas grand chose. Cela fait plaisir aux Emirs qui, eux-mêmes s'en soucient fort peu d'ailleurs.

Mais quand il s'agit de la Martinique, de la Guadeloupe ou de Centrafrique, en fait d'autodétermination ce sont les forces de répression qu'il y envoie.

MADAGASCAR l'Etat n'a pas de riz mais il a de l'alcool

Lors de sa tournée du début mars dans la région Est de la province de Fianarantsoa, Didier Ratsiraka a annoncé la mise sur pied d'une dizaine d'usines d'alcool de manioc dont une à Vohipeno.

Les responsables du ministère de l'économie avaient annoncé, quelques semaines auparavant, que tout était au point. Des universitaires ont fait des recherches sur le meilleur procédé de fabrication de toaka gasy (alcool traditionnel) ; la TAMALU (société d'alluminium de Tamatave) a fabriqué sur place les alambics ; les capitaux ont été rassemblés ...etc. Bref les efforts n'ont pas été épargnés pour ce qui concerne la production d'alcool. C'est d'ailleurs le cas depuis l'indépendance, le régime actuel ne faisant que suivre la même logique.

Si pour le riz, le savon, le ciment, l'huile pour ne citer que ceux-là, Madagascar est loin de l'autosuffisance, par contre pour ce qui concerne le rhum, et la bière, la production est plus que suffisante. Le pays est même exportateur de ces produits.

Voici quelques chiffres significatifs : de 1968 à 1978 la production annuelle de ciment a baissé de 68 000 tonnes à 52 000 t, tandis que celle de la bière est passée de 70 000 à 260 000 hectolitres. La création d'une nouvelle usine de bière à Tuléar est d'ailleurs décidée. Rappelons que la STAR, société qui fabrique les boissons gazeuses, est contrôlée par l'Etat.

Parler de pénurie de denrées comme le riz ou l'huile est presque devenu un lieu commun pour les madinika (petites gens) car pour eux c'est une situation permanente. Mais on entend rarement -sinon jamais- parler de pénurie de bière de rhum ou de coca-cola. Des camions entiers circulent à travers toute l'île. Les villages les plus reculés sont approvisionnés. Et comme les bouteilles sont consignées, des camions entiers les ramènent à Antsirabé. C'est tout un système qui baigne dans l'huile, si l'on peut dire.

Le commerce d'alcool est une énorme source de profits pour l'Etat, non seulement par l'intermédiaire des bénéficiaires commerciaux -car la production et le commerce de gros sont aux mains de l'Etat- mais aussi par les taxes sur l'alcool.

Mais si de nombreuses unités de production d'alcool sont prévues pour la province de Fianarantsoa, il y a une raison supplémentaire. De tout temps l'Etat central a interdit et tenté de réprimer la fabrication artisanale et la vente d'alcool par les paysans. Mais jusqu'à présent il n'y est pas arrivé, au point que le toaka gasy est vendu sous le manteau dans toutes les grandes villes. Et l'une des régions qui en produisent le plus, c'est celle de Fianarantsoa.

A défaut de pouvoir empêcher les paysans de vendre de l'alcool, l'Etat préfère les concurrencer en en produisant lui-même pour pouvoir empocher les profits.

Pour pouvoir empocher des taxes et des profits, l'administration de Ratsiraka utilise le peu de moyens dont dispose le pays pour produire et vendre des choses nuisibles. Voleurs et empoisonneurs en même temps...

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.